

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2498 - LUNDI 4 JANVIER 2016

VOËUX 2016

Pour une
transition
apaisée vers
la nouvelle
République

Passer la présidentielle du 20 mars dans la quiétude, telle a été la quintessence de l'appel lancé par le président Denis Sassou N'Gusso à la classe politique, aux acteurs de la société civile et aux structures impliquées dans l'organisation des élections, lors de son message de vœux, le 31 décembre dernier, à l'occasion du Nouvel An 2016.

« Je demande à chacune des parties prenantes au processus électoral : organes en charge de la gouver-

nance électorale, partis politiques, société civile, citoyens-électeurs, de mettre tout en œuvre afin que la nouvelle République soit portée sur les fonts baptismaux dans la paix et la cohésion sociale », a-t-il notamment plaidé.

Le chef de l'État a par ailleurs évoqué la conjoncture économique nationale difficile pour cette nouvelle année en raison, soulignait-il, de la baisse considérable du prix du

baril de pétrole. Il a assuré cependant que l'État tiendra ses principaux engagements, parmi lesquels le relèvement du point d'indice des salaires des fonctionnaires de 250 à 275 dès le 1er janvier, la municipalisation accélérée de la Bouenza et la célébration, le 15 août prochain, du 56^e anniversaire de l'indépendance du Congo à Madingou, chef-lieu de ce département. [Pages 2 et 3](#)



CONGO-CUBA

Plus de 800 étudiants en
médecine quittent Brazzaville
pour la Havane

Le troisième groupe d'étudiants congolais en médecine inscrits à Cuba, composé de 862 jeunes bacheliers des séries C et D, quitte Brazzaville ce 4 janvier pour sept années d'études dans ce pays.

Au cours d'une réception organisée le 30 décembre au Palais des Congrès à Brazzaville, les ministres François Ibovi de la Santé et Georges Moyen de l'Enseignement supérieur ont invité les boursiers congolais à saisir l'opportunité qui leur est offerte pour ne pas décevoir le pays. « Cette année, onze étudiants des promotions antérieures ont été renvoyés au pays pour des raisons diverses », a précisé le ministre de la Santé pour qui seul le travail et l'effort d'adaptation garantissent le succès. [Page 5](#)

IMPÔTS ET DOMAINES

Des ambitions
encore plus grandes
en 2016

Pages 7 à 10

FORCE PUBLIQUE

La sécurisation du pays,
défi majeur pour 2016

La nouvelle année ayant été déclarée, par le chef de l'État, comme celle de la mise en œuvre des nouvelles institutions couplée à l'organisation des élections, la Force publique congolaise entend jouer sa partition par la sécurisation des événements jugés majeurs.

À l'occasion de la traditionnelle cérémonie du réveillon d'armes, le 31 décembre 2015, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi a invité les policiers, les gendarmes et les militaires à se mettre en ordre de bataille pour gagner ce pari. « Pour mieux respecter nos contrats opérationnels dont nous connaissons l'ampleur des défis, notre attention et nos efforts doivent converger vers une prise en compte objective des problèmes de défense et de sécurité afin que dans un environnement na-



tional, régional et international marqué par de nouvelles menaces et des crises de tout genre, les Forces de défense et

de sécurité assurent avec efficacité leur mission et que par-dessus tout le Congo demeure en paix », a-t-il déclaré. [Page 4](#)

ÉDITORIAL
Bonne année !

Page 2

ÉDITORIAL

Bonne année !

Le président de la République l'a dit et répété avec force le 31 décembre, l'année 2016 ne sera pas une année facile. Impactée durement par l'effondrement des cours du pétrole, l'économie congolaise va, en effet, devoir se restructurer afin que les ressources publiques ne dépendent plus, ou presque, de la seule vente des hydrocarbures sur les marchés mondiaux. S'effectuant alors même que se mettent en place les institutions de la Nouvelle République par la voie d'élections libres et transparentes, cette mutation devra être menée avec prudence, sagesse, pragmatisme afin d'éviter les tensions internes que tant de nations connaissent aujourd'hui, en Afrique et ailleurs.

S'il est vrai que la capacité de nos futurs gouvernants à gérer un tel changement sera mise à rude épreuve il l'est tout autant, sinon plus, que chaque citoyen, à la place qui est la sienne, devra assumer sa propre part du fardeau collectif : d'abord, bien sûr, en gardant son calme et en n'exigeant pas de la puissance publique plus que ce qu'elle peut donner en ce temps de crise ; ensuite, en contribuant, avec les moyens plus ou moins grands dont chacun dispose, à la modernisation de notre économie par la création d'emplois, la formation des hommes, le développement d'entreprises ou de services; enfin, en obtenant de la classe politique qu'elle cesse de se répandre en bavardages stériles et participe activement à l'émergence de cette nouvelle économie.

Le Congo a suffisamment démontré, au cours des quinze dernières années, sa capacité de rebond pour que l'appel lancé jeudi soir à la nation par Denis Sassou N'Guesso quatre heures tout juste avant que retentissent les douze coups de minuit, soit entendu, partagé, devienne en quelque sorte la boussole de l'année 2016 pour le peuple congolais. Quelles que soient les convictions personnelles de celles et ceux qui ont la capacité de jouer un rôle dans l'écriture de cette nouvelle page de notre Histoire, l'enjeu est tel que nul ne doit, nul ne peut se soustraire à ses responsabilités. Telle est en tout cas notre conviction.

En attendant de voir si les événements à venir confirment ou infirment ce pronostic nous souhaitons une bonne et heureuse année à ceux qui lisent chaque matin ce quotidien. Que 2016 leur apporte tout ce dont ils rêvent et leur permette d'aider le Congo à poursuivre sa longue marche vers le progrès.

Les Dépêches de Brazzaville

VŒUX DE NOUVEL AN 2016

Denis Sassou N'Guesso appelle à des élections apaisées

Dans son message de vœux prononcé, le 31 décembre, le président Denis Sassou N'Guesso a placé l'année 2016 sous le signe de l'avènement de la nouvelle République. Il a estimé que les douze prochains mois devront consacrer « la mise en œuvre effective et progressive des nouvelles institutions ».

Appelant à « la haute maturité et au sens élevé de la Nation », le chef de l'Etat a indiqué que les rendez-vous électoraux à venir, en partant de la présidentielle dont le premier tour est fixé au 20 mars ne doivent pas « faire le lit des diables qui nous prennent la tête de temps en temps ». Denis Sassou N'Guesso faisait sans doute allusion aux violences du 20 octobre, lorsqu'en pleine campagne référendaire, des heurts avaient opposé les forces de l'ordre aux partisans de l'opposition causant des pertes en vies humaines et la destruction de biens publics et privés dans certaines localités du Congo. C'est la raison pour laquelle, a insisté le président de la République : « je demande à chacune des parties prenantes au processus électoral : les organes en charge de la gouvernance électorale, les partis politiques, les acteurs de la société civile, les citoyens-électeurs, de tout mettre en œuvre afin que la nouvelle République soit portée sur les fonts baptismaux dans la paix et la cohésion nationale ».

Consolider les progrès en cours

Le président de la République a par ailleurs expliqué que la nouvelle année s'annonce difficile pour les économies des pays pétroliers, le Congo y compris, en

raison de « la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole ». Loin de céder au pessimisme, le chef de l'Etat a souligné que c'est le moment pour le gouvernement de consolider la dynamique du progrès en cours dans le pays depuis quelques années : « Nous devons, malgré tout, maintenir le cap de nos ambitions économiques et sociales en disposant de nos ressources avec parcimonie », a-t-il recommandé, ajoutant que l'Etat ne se dérobera pas de ses principaux engagements en 2016. Denis Sassou N'Guesso a, pour cela, assuré qu'au 1^{er} janvier de l'année, le point d'indice des salaires des agents de l'Etat passera de 250 à 275 « conformément aux recommandations du comité national du dialogue social ».

Un autre engagement qui sera tenu, a poursuivi le chef de l'Etat, est celui de la municipalisation accélérée de la Bouenza, avec la célébration, le 15 août du 56^e anniversaire de la fête de l'indépendance à Madingou, le chef-lieu de ce département. « Les populations de la Bouenza sont en légitime attente de la réalisation de cette promesse. Elle doit être tenue », a-t-il conclu sur ce point.

Ce que fut 2015

Auparavant le président de la République a décrit une année 2015 marquée par tant d'épreuves et d'horreurs dans le monde. Il a surtout évoqué ce terrorisme « lâche, aveugle et barbare » qui a indistinctement frappé en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie au long de l'année. Pour le président congolais, ces actes rappellent à la conscience universelle que « les valeurs et les aspirations profondes que tous les hommes ont en partage : paix,

sécurité, tolérance, droit à la vie, caractère sacré de la personne humaine, sont gravement menacées par cette nébuleuse obscurantiste qu'est le terrorisme. »

Dans le même ordre d'idées, le président de la République a souligné la crise des migrants qui a explosé en 2015, aux conséquences « souvent tragiques », si l'on considère à la fois le nombre de personnes ayant traversé la méditerranée vers l'Europe et celles décédées ou portées disparues au cours des nombreuses traversées. Mais tout n'a pas été que calamité a indiqué Denis Sassou N'Guesso qui s'est félicité de la tenue à Paris, en France, avec le succès que l'on sait, de la Conférence sur le climat COP21.

Le propre chemin du Congo

Le référendum du 25 octobre s'est aussi invité dans le message du président de la République, pour qui, au moyen du dialogue constructif, les Congolais ont voulu prendre en main leur propre destin : « En 2015, le Congo s'est frayé son chemin, son propre chemin. Les Congolais ont donné à comprendre à tous, que comme les autres peuples du monde, ils sont les seuls juges de leur sort ». Le chef de l'Etat a salué en passant l'organisation à Brazzaville des 11^e Jeux Africains. « En 2015, le mérite et le génie de notre peuple ont été mis en lumière grâce à l'organisation réussie des 11^e Jeux Africains. Une performance éclatante qui a valu à notre pays la reconnaissance unanime de l'Afrique », a-t-il rappelé, terminant son propos sur le souhait de voir les Congolais fournir : « à la nouvelle République naissante les assurances de stabilité et de pérennité. »

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Message de vœux de Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, président de la République, à l'occasion du Nouvel An 2016

Mes Chers Compatriotes,

Au seuil de la nouvelle année, mes premières pensées vont, ce soir, à toutes celles et à tous ceux parmi vous qui sont en proie aux rudes épreuves de la vie, à la détresse et aux incertitudes du quotidien. Je partage leurs peines et leurs souffrances. Je les exhorte à puiser dans la compassion de la nation les indispensables ressources de l'espoir et du réconfort, afin que l'année 2016 leur soit légère et supportable.

Au Congo, à chaque Congolaise et à chaque Congolais, j'offre, du fond du cœur, mes vœux ardents de santé, de prospérité et de bonheur.

Mes Chers Compatriotes,

Que d'épreuves ont accablé le monde au cours de l'année qui s'achève ! Que d'horreurs l'ont endeuillé !

Le terrorisme aveugle, lâche et barbare a amplifié son entreprise meurtrière en frappant indistinctement en Afrique, en Europe, en Amérique, en Asie. Ceci, du premier au dernier mois de l'année, sans répit, rappelant à la conscience universelle que les valeurs et les aspirations profondes que tous les hommes ont en partage : la paix, la sécurité, la tolérance, le droit à la vie, le caractère sacré de la personne humaine, sont gravement menacées par cette nébuleuse obscurantiste.

Le phénomène migratoire a connu en 2015 une recrudescence prenant la forme de crise mondiale aux conséquences souvent tragiques.

L'effondrement du cours du pétrole a provoqué une réduction drastique des recettes de l'ensemble des pays pétroliers,

plongeant les économies de ces derniers dans des tensions inattendues.

Par bonheur, ces écueils et difficultés ne sont pas insurmontables. Avec la volonté et la détermination de chacun et de tous, l'humanité peut se forger les raisons de l'espoir et de l'optimisme. Nous en avons la preuve à travers l'heureux aboutissement de la récente Conférence de Paris sur le Climat.

En 2015, le Congo s'est frayé son chemin, son propre chemin : celui du dialogue constructif, celui de la réaffirmation de son identité à travers sa pleine capacité à prendre en main son destin. Les Congolais ont donné à comprendre à tous que, comme les autres peuples du monde, ils sont les seuls juges de leur sort.

C'est le sens du message que nous avons délivré au monde. En toute humilité, en toute liberté, dans la pleine dignité, nous avons choisi des institutions nouvelles, ouvrant ainsi, souverainement, à notre pays, les portes de la nouvelle République.

En 2015, malgré les contrecoups du marché pétrolier sur notre économie, nous avons poursuivi, avec plus ou moins de bonheur, l'effort national de dotation de notre pays en infrastructures indispensables à son développement. Nous avons consolidé nos acquis sociaux. Nous avons sauvé la paix nationale.

En 2015, le mérite et le génie de notre peuple ont été mis en lumière grâce à l'organisation réussie des 11èmes Jeux Africains. Une performance éclatante qui a valu à notre pays la reconnaissance unanime de l'Afrique.

Mes chers Compatriotes,

Que dire de l'année 2016 ?

2016 c'est l'année de la mise en œuvre effective et progressive des nouvelles institutions de la République. C'est une année électorale. Une année qui, à ce titre, doit de nouveau consacrer notre haute maturité et notre sens élevé de la nation.

Cela pour que les échéances politiques à venir, en commençant par l'élection présidentielle dont la date vient d'être fixée, ne fassent pas le lit des diables qui, de temps en temps, quand ils le veulent, nous prennent la tête.

C'est la raison pour laquelle, je demande à chacune des parties prenantes au processus électoral notamment : les organes en charge de la gouvernance électorale, les partis politiques, les acteurs de la société civile, les citoyens-électeurs, de mettre tout en œuvre afin que la nouvelle République soit portée sur les fonts baptismaux dans la paix et la cohésion nationale.

2016 s'annonce, par ailleurs, comme une année difficile au plan économique et financier, résultat inéluctable, ainsi que je l'ai dit tantôt, de la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole. Cette conjoncture défavorable ne doit pas entamer notre ardeur au travail. Au contraire, elle doit être le levain de notre capacité à donner à la nation ce qu'elle est en droit d'attendre de nous.

La dynamique de progrès qui est en marche depuis quelques années ne doit pas s'arrêter. Nous devons, malgré tout, maintenir le cap de nos ambitions économiques et sociales en disposant de nos ressources avec parcimonie. Ainsi, en accordant la prédilection à l'essentiel, l'Etat sera en mesure de tenir ses principaux engagements, surtout ceux à caractère social.

Dans cette optique, pour ne citer qu'un exemple, le Gouvernement poursuivra l'effort de valorisation progressive du point d'indice des salaires des agents de l'Etat en le faisant passer de 250 à 275 à compter du premier janvier 2016, conformément aux recommandations du Comité National du Dialogue Social.

Un autre engagement auquel l'Etat ne doit se dérober en 2016, c'est la municipalisation accélérée du département de la Bouenza et l'organisation de la Fête nationale à Madingou. Les populations de la Bouenza sont en légitime attente de la réalisation de cette promesse. Elle doit être tenue.

Mes Chers Compatriotes,

Voilà donc ce que sera 2016. Année de renouveau institutionnel et politique. Année de l'audace face aux incertitudes conjoncturelles. Année qui comme d'autres, n'aura pour défis que des difficultés à vaincre, des désirs à combler, des besoins à satisfaire. Cela n'est pas nouveau, car c'est le combat de la vie, le combat de chaque instant, le combat de tous les temps.

A nous d'affronter ce combat, toujours unis, dans l'indispensable cohésion et la nécessaire cohérence, pour donner à la République naissante des assurances de stabilité et de pérennité.

Nous en avons les moyens. Nous en avons les possibilités.

Tous mes vœux accompagnent chacune et chacun de vous, afin que 2016 soit pour nous tous une année de tous les succès.

Vive le Congo !

Vive la République !

LE FAIT DU JOUR

Candidatures

La quatrième élection présidentielle que le Congo va organiser en un quart de siècle de démocratie pluraliste est fixée au 20 mars pour ce qui est du premier tour. Combien et quelle est la nature des candidatures qui se prononceront à cette occasion ? Assistera-t-on à une avalanche d'annonces chez les jeunes ? Les femmes inonderont-elles les places publiques d'affiches ? En tout état de cause, les candidats-présidents devront se livrer à un marathon de dix semaines sur l'ensemble du territoire national. Pour organiser leurs partisans, approcher les potentiels électeurs, les mobiliser ensuite au cours de la campagne électorale qui s'achèvera, en principe, le 18 mars à minuit. Dix semaines de vérité !

Au regard des forces en présence et de ce que préparent leurs états-majors, notons que le Parti congolais du travail, principale formation de la majorité présidentielle réuni en Comité central la semaine dernière, avait renvoyé à une toute prochaine date la désignation de son candidat à la magistrature suprême. Le suspense devrait être de faible intensité tant on sait qu'au sein de cette famille politique des voix s'élèvent depuis plusieurs jours pour demander au

président Denis Sassou N'Guesso de défend ses couleurs.

Si cela se confirme, il se pourrait donc que le chef de l'Etat retrouve sur son chemin certains de ses adversaires de la dernière présidentielle de 2009. Parmi ceux-ci, citons Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou. Le député Upads de la première circonscription électorale de Sibiti, dans la Lékoumou, dont on sait la relation complexe avec son parti pourrait sans doute porter l'écharpe de sa propre association politique, la Chaîne. Un autre ancien candidat qui pourrait s'engager dans la course est Anguios Nganguia-Engambé, président du PAR-Mâ.

Kignoumbi et Anguios ont aussi en commun d'avoir tenté une médiation entre le pouvoir et l'opposition incarnée par l'IDC et le FROCAD lorsque la situation se tendait dangereusement dans le pays avant, pendant et après le référendum du 25 octobre. S'ils ne sont pas parvenus à faire assise pour longtemps les belligérants sur la table de discussion, leur mérite aurait été de leur faire savoir que le Congo passe avant leurs intérêts partisans. Ne disons pas que ceci est un critère suffisant pour les positionner comme les grands favoris

de l'élection présidentielle du 20 mars.

Justement l'IDC et le FROCAD ? Comment les dirigeants de ces deux plateformes de l'opposition entendent-ils se positionner dans le processus en cours ? Certains parmi d'entre eux ont déjà donné de la voix en qualifiant de « coup de folie », le calendrier dévoilé par le gouvernement. En revanche, d'autres, qui ne souhaitent pas voir un boulevard électoral se créer en faveur de leurs adversaires comptent concourir.

Après l'annonce de la création d'une Commission nationale électorale indépendante et l'introduction du bulletin unique, les observateurs estiment que l'IDC et le FROCAD qui en avaient fait leur cheval de bataille pour l'amélioration de la gouvernance électorale, ne pourraient plus longtemps justifier leur refus de se prêter à la sanction des urnes. Les regards se tournent ainsi vers les têtes d'affiche de ces deux groupements : Pascal Tsaty-Mabiala et Mathias Dzon pour le compte du FROCAD, ou de leurs propres formations politiques (UPADS et UPRN-ARD). Le président de l'UPRN-ARD était candidat en 2009. Guy-Brice Parfait Kolélas, André Okombi Salissa, Charles Zacharie Bowao,

pour le compte de l'IDC ou de leurs partis repêstifs.

Que dire des forces de l'opposition dirigée par Nicéphore Fylla Saint-Eudes ? Rallieront-elles la majorité présidentielle en soutenant son candidat ou se forgeront-elles leur propre destin ? Y aurait-il des candidats indépendants pour jouer les trouble-fêtes ? On aimerait par ailleurs savoir combien de jeunes âgés de trente ans révolus feront acte de candidature à la présidentielle. La nouvelle loi fondamentale le leur autorise sans acrimonie.

On aimerait aussi voir les femmes se porter candidates, en puisant dans le courage et la combativité d'une certaine Angèle Bandou. Même si elle ne recolta pour l'ensemble de ses oeuvres électorales que le tout petit des suffrages lors de la première présidentielle post-conférence nationale souveraine en 1992, la brave présidente du Parti des pauvres, décédée en 2004, ne baissa pas les bras. Elle revient en effet à la compétition présidentielle, en 2002. Sans succès, évidemment, mais cette femme-là avait su défendre la cause du genre avec opiniâtreté. Qui pour l'imiter le 20 mars prochain ?

Gankama N'Siah

RÉVEILLON D'ARMES

Le chef de l'État se félicite de la bonne tenue des élections en Centrafrique

Saluant la tenue du premier tour des élections générales organisées, le 30 décembre, sur toute l'étendue du territoire centrafricain, le président Denis Sassou N'Guesso, médiateur dans la crise qui a déchiré ce pays ami pendant près de trois ans, s'est réjoui du rôle combien déterminant joué par le Congo et son peuple dans le concert des nations venues au secours de la Centrafrique.

Le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, qui s'exprimait le 31 décembre à l'occasion du traditionnel réveillon d'armes de fin d'année, s'est loué du rôle important joué par la force publique congolaise dans ses missions à l'extérieur, notamment en République centrafricaine. Ceci en dépit d'un contexte économique et financier perturbé au niveau mondial. « Aujourd'hui, nous pouvons dire que les sacrifices consentis par notre peuple et par la force publique en République centrafricaine n'ont pas été vains parce que, hier, nous avons pu assister en République centrafricaine au déroulement du premier tour des consultations générales. Nous poursuivrons donc l'accomplissement de nos missions extérieures, nous pensons qu'elles se dérouleront avec succès », espère Denis Sassou N'Guesso.



Le président de la République s'adressant à la force publique

Le président de la République a également reconnu le travail abattu par la force publique en 2015 au plan national. Toutes les missions ont été accomplies, a reconnu le chef suprême des armées, avec efficacité dans le respect des lois et règle-

aux orientations qui ont été données. Celles-ci consistaient à faire que la force publique contribue au maintien de la paix, la sécurité et la stabilité de notre pays et qu'elle poursuive ses efforts de renforcement des capacités, montée en puissance, le

tout dans la discipline et le sens de l'organisation », a-t-il rappelé.

Selon lui, ces efforts doivent se poursuivre jusqu'en 2016, année de la mise en place

nement ses missions de renforcement des capacités, de montée en puissance engagées en 2015. Le tout dans la discipline et le sens de l'organisation. Insistant sur le fait que les économies des pays pétroliers vont subir une fois de plus des secousses importantes, Denis Sassou N'Guesso a souligné la nécessité d'agir ensemble avec lucidité. Même si le gouvernement opérera des choix, la sécurité et la paix dans le pays feront, a annoncé le président de la République, toujours partie des priorités des priorités.

« C'est ainsi que le soutien du gouvernement à la force publique pour la montée en puissance, pour le renforcement de ses capacités, sera toujours apporté parce qu'il accordera toujours une grande priorité aux aspects de paix, de sécurité, de stabilité sans lesquels il n'y aura jamais de développement dans le pays », a conclu le chef suprême des armées, espérant que 2016 sera, pour la force publique, une année toujours de grands succès.

Parfait Wilfried Douniama

FORCE PUBLIQUE

La sécurisation des événements majeurs en 2016 sera une priorité

C'en est là l'une des priorités de l'action de la Force publique cette année, à en croire le chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC), Guy Blanchard Okoi, qui s'exprimait lors du traditionnel réveillon d'armes le 31 décembre 2015.



Le CEMG faisant son discours de bilan et de projection crédit photo Adiac.

La Force publique aura beaucoup à faire en cette année nouvelle, comme elle en a l'habitude d'ailleurs. A commencer par la sécurisation de tous les événements majeurs qui auront lieu sur le territoire national. La très prochaine élection présidentielle, dont le premier tour est fixé au 20 mars, entre autres. Une sécurisation qui, dans sa globalité, devrait s'appuyer sur un soutien logistique et financier permanent, selon Guy Blanchard Okoi. « Pour mieux respecter nos contrats opérationnels, dont nous connaissons l'ampleur des défis, il est souhaitable que l'attention et les efforts convergent vers une prise en compte objective des problèmes de défense et de sécurité afin que dans un environnement national, régional et international marqué par de nouvelles menaces et des crises de tout genre, les Forces de défense et de sécurité assurent avec efficacité leur mission et que par-dessus tout le Congo demeure en paix », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le dossier des ressources humaines, devant permettre de parachever la conception de la maquette du format des Armées 2021, sera fi-

UN DON AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le CEMG, depuis toujours, ne vient jamais au réveillon d'armes les mains vides. Le 31 décembre, il était porteur de deux tableaux de peinture remis à un homme qu'il n'a pas nommé cité mais dont tous les détails explicatifs faisaient allusion à Denis Sassou N'Guesso. Sur la première fresque, symboles et icônes laissaient percevoir un homme ayant passé une partie de sa vie militaire à Cherchell en Algérie. Tout au long de sa vie, celui-ci a fait preuve d'un sens inné des affaires d'Etat dont l'armoire était l'élément figuratif. Il a par ailleurs mis en œuvre la cohésion de la Force publique : Police, Gendarmerie nationales et FAC représentées sur le tableau par leurs emblèmes respectives.

Une seconde fresque a dévoilé la suite du parcours de cet homme-là. Au cours d'une vie remplie, il a passé sa jeunesse militaire au service de la République bravant difficultés et dangers. Après le président Fulbert Youlou qui avait remis le pays entre les mains de la Sainte vierge Marie, cet homme-là s'est confié quant à lui à Saint Michel que l'on pouvait percevoir planant dans le ciel en dégageant les brumes d'un coup de baguette, allusion faite à la préservation du Congo, de la paix dans le pays pour mieux dire.

A ces deux tableaux s'est ajoutée une statue en bois, constituée d'une part des esprits des anciens « qui nous soutiennent » selon Guy Blanchard Okoi et d'autres d'un éléphant avec ses multiples significations symboliques, la carte du Congo ainsi que quelques signes avant-coureurs de la modernité que cet homme est entrain de renforcer dans le pays.

nalise l'année en cours ; l'exploitation des matériels majeurs et de l'équipement se poursuivra tandis que la démarche transitoire permettant l'exécution du décret relatif au détachement des personnels de sécurité auprès des autorités administratives et politiques suit son cours normal. C'est cette année que ce décret devrait être appliqué, a indiqué le chef d'état-major. Sur le plan international, la Force publique congolaise respectera ses engagements opérationnels tout en solidifiant son partenariat avec les différentes forces de sécurité et de défense des Nations amies. « L'allègement des procédures budgétaires pour les projets structurants pourraient avoir une incidence positive sur l'exécution d'activités susmentionnées », selon Guy Blanchard Okoi.

Des progrès constatés...

Malgré la conjoncture économique nationale contraignante, les infrastructures de la Force publique s'améliorent, les conditions de travail aussi, à en croire le CEMG. Pour preuves, les travaux de construction de l'hôpital d'instruction des Armées se poursuivent, les casernes construites pour faciliter le processus de délocalisation sont dans leur phase d'équipement et d'amélioration des voies d'accès. Aussi, la dynamique des formations dans les stages à l'intérieur et à l'international est assurée malgré quelques difficultés pour lesquelles Guy Blanchard Okoi a sollicité, au nom de la Force

publique, l'intervention de l'autorité suprême.

Retro 2015...

L'année qui vient de s'achever a été déterminante pour la Force publique. Elle a réussi, entre autres, à sécuriser les festivités d'indépendance à Ouessou, les onzièmes Jeux africains, le scrutin référendaire suivant le schéma directeur entériné par le groupe d'anticipation stratégique. Le rajeunissement partiel des effectifs de la Force publique a également été engagé par un recrutement de plusieurs milliers de jeunes volontaires, hommes et femmes, sur toute l'étendue de la République. Cet apport en effectif permettra à l'immédiat, selon le CEMG, de réaliser de façon plus efficiente le contrat technique ou opérationnel.

« Cette action pourrait être à la fois bénéfique à moyen terme et permettre une meilleure maîtrise de la pyramide des grades selon le format prospectif de la loi d'orientation et de programmation de la Force publique horizon 2021 et mérite d'être perpétué, soutenu en des fréquences régulières pour s'harmoniser notamment, avec les départs à la retraite qui influencent négativement les tableaux d'effectif », a expliqué Guy Blanchard Okoi. Pourtant, la force publique, a-t-il souligné, s'active pour écarter de ses rangs, policiers, gendarmes et militaires indignes du service sous le drapeau, inaptes à protéger les populations.

Rominique Nerplat Makaya

FORMATION EN MÉDECINE

Plus de 800 étudiants quittent Brazzaville ce lundi pour Cuba

Le troisième contingent des étudiants congolais, composé de 862 jeunes sélectionnés par le ministère de la Santé, en collaboration avec celui de l'Enseignement supérieur, quittent le pays ce lundi 4 janvier pour la Havane où ils vont passer sept années d'études en médecine et entretien des équipements sanitaires.

Prélude à leur départ, les ministres François Ibovi et Georges Moyen les ont reçus le mercredi 30 décembre au Palais des Congrès à Brazzaville, en présence de leurs parents afin de leur prodiguer des conseils et donner des informations utiles au voyage. En effet, circonscrivant l'évènement, le ministre de la Santé et de la population, François Ibovi, initiateur du projet, a rappelé aux bénéficiaires que les échoués seront renvoyés sans complaisance et seront remplacés par d'autres plus méritants. Selon lui, cette année onze étudiants ont été renvoyés au pays pour des raisons diverses. « C'est pour vous dire qu'il s'agit de travailler. Nous avons des engagements à respecter, des accords ont été signés avec le gouvernement cubain, il y a des obligations qui incombent aux deux gouvernements. Nous nous efforcerons de nous acquitter de nos engagements de la même façon que le gouvernement cubain s'efforcera de respecter les siens », a expliqué François Ibovi.



Une vue des étudiants bénéficiaires de la bourse d'études de Cuba ; crédit photo Adiac

S'agissant des études proprement dites, le ministre de la Santé a rappelé aux jeunes que celles-ci se déroulent en espagnol qui est le principal outil de travail de l'étudiant. « Vous devez avec application assimiler la langue car si elle n'est pas bien assimilée, il vous sera difficile de suivre les études en médecine et vous pourrez effectivement échouer parce que vous ne comprendrez pas les enseignements qui vous seront donnés en espagnol. En première année de langue,

vous serez entre vous, vous serez en situation homogène, mais dès la première année de médecine, vous serez avec des étudiants cubains. Il n'y

préciable et avoir d'excellentes notes dans les matières réputées fondamentales pour les séries C et D : Mathématiques, sciences physiques et les SVT. « Main-

en sa qualité d'enseignant à la faculté de sciences de la santé de l'université Marien-Ngouabi. Rappelant aux récipiendaires le devoir d'adopter un code de conduite honorable, en respectant les lois et règlements de la République cubaine, le ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué que les deux pays entretenaient des solides relations depuis de très longues dates grâce, entre autres, à une coopération qui venait d'être renforcée. S'adressant aux parents, Georges Moyen a déclaré que chacun de ces jeunes gens qui quittait le pays pour la première fois, aura besoin d'un accompagnement affectif constant pour son équilibre. « Ils seront pendant un temps relativement long, séparés de vous physiquement. Ils auront besoin d'un accompagnement affectif constant pour leur équilibre, donnez-le leur généreusement ».

Rappelons qu'avec l'envoi de ce troisième contingent, le Congo disposera d'au moins 2 000 jeunes formés à Cuba en médecine dans la perspective du fonctionnement des hôpitaux généraux en construction dans les chefs-lieux des douze départements du pays.

Parfait Wilfried Douniama

aura pas d'interprète pour traduire les cours en français », a-t-il mis en garde, insistant sur le fait que le salut passe nécessairement par une meilleure assimilation de la langue. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Georges Moyen, qui aura désormais la charge du dossier a, quant à lui, rappelé les critères de sélection de cette troisième vague après les deux premières (2013 et 2015). Il s'agissait notamment d'être titulaire d'un baccalauréat ; avoir obtenu une mention ap-

tenant que vous accédez au monde universitaire, il faut que vous sachiez que toute faculté de médecine repose notamment sur une tradition de rigoureuse sélection : le triplement et d'ailleurs même le redoublement sont exclus. Il faudra donc dès à présent que vous abandonnez des habitudes de facilité si elles existent. Vous devez prendre l'option du travail acharné et régulier qui constitue, à mon sens, la garantie du succès », a conseillé le professeur Georges Moyen,

INTERNET

Le projet d'interconnexion Congo-Gabon avancé à 55%

A l'issue du comité de pilotage du projet Central African Backbone (Cab), son coordonnateur Yvon Didier Miehakanda a indiqué que les travaux d'interconnexion numérique entre la République du Congo et le Gabon avançaient dans les délais. La fin dudit projet étant prévue pour décembre 2016, le comité de pilotage a passé en revue les travaux réalisés et ceux à exécuter l'année prochaine. D'après le coordonnateur de ce projet, la finalisation des travaux d'interconnexion Congo-Gabon sera le principal chantier à achever. Notons que c'est grâce à cette interconnexion que l'université Marien Ngouabi sera dotée d'une connexion internet à haut débit. Elle favorisera de même le développement d'autres services numériques tels e-gouvernement et e-commerce.

Les opérateurs de téléphonie basés au Congo, auront aussi de meilleurs services internet. Le projet CAB est financé par la Banque mondiale et le gouvernement congolais à hauteur de 15 milliards F. CFA. Cependant, l'interconnexion Congo-Gabon coûte environ 13 milliards de francs soit 60% du budget. Longue de plus de 500 km, la fibre optique qui sera installée entre ces deux pays voisins, longera le chemin de fer Congo océan (CFCO), et traversera les localités de Pointe-Noire, Mbinda, Dolisie, Mont-Belo, Makabana, Bilinga et Mossendjo.

Lopelle Mboussa Gassia

FINANCES PUBLIQUES

2015, une année caractérisée par des fortes pressions budgétaires

Touchée profondément par la chute du baril de pétrole, l'économie congolaise a connu quelques déboires marqués par un déficit du budget de l'Etat 2015, 2.715.066.000.000 FCFA contre 3.639.834.000.000 FCFA prévu initialement.

En dépit de la forte récession des cours de pétrole constatée les douze derniers mois, le Congo a résisté au choc avec à la clé la poursuite des projets dits prioritaires, nécessaires pour asseoir le développement et maintenir la croissance annuelle à long terme (2015-2020).

Dans cette situation, le gouvernement s'est efforcé à la règle d'organiser, tant bien que mal, les grands événements parmi lesquels les 11^{es} Jeux Africains, un grand rendez-vous de la jeunesse africaine dont les échos ont retenti au niveau continental et même international, et l'organisation des festivités, en août de la même année, du 55^e anniversaire de l'indépendance du pays à Ouesso couplées au programme de la municipalisation accélérée.

Ces deux grands événements qui ont nécessité tant de sacrifices, sur le plan financier ont été, toujours dans une situation tendue des finances, complétée par la modernisation et la construction, aussi bien dans les principales villes qu'à

l'intérieur, des infrastructures qui se fixent comme objectifs d'offrir, dans les années à venir, un cadre idéal aux populations et faciliter des meilleures transactions avec l'extérieur. Ainsi, la poursuite des travaux de construction des hôpitaux généraux dans tous les chefs-lieux du pays, les travaux du barrage de Liouesso et la mise en œuvre de plusieurs autres infrastructures d'intégration sous régionale témoignent de la volonté de l'Etat, à travers le gouvernement, d'avancer dans le développement du Congo en vue de relever le défi de la modernisation, gage de la marche vers l'émergence escomptée à l'horizon 2025.

Par ailleurs, l'année 2016 étant déclarée aussi difficile que la précédente, sur le plan économique et financier, au regard de la conjoncture du pétrole qui oblige, comme en 2015, un rééquilibrage du budget adopté à la somme de 3.779.384 millions FCFA par le Parlement, le Congo est ainsi appelé à faire face à de nouveaux défis pour garantir le bien-être

social de ses 4 millions d'habitants par des politiques de gestion dynamique, coercitives et rigoureuses de ses ressources financières.

Résister à la conjoncture pour maintenir le cap

« L'économie congolaise s'est bien comportée en 2015 aux plans de la production, des finances publiques, monétaires et du commerce », estimait le ministre délégué au Plan et à l'intégration, Léon Raphaël Mokoko, lors du comité monétaire de la Beac (Banque des Etats d'Afrique Centrale) tenu le 16 novembre dernier.

Les perspectives à court et moyen terme seront, selon toute vraisemblance, tributaires de l'évolution du secteur pétrolier dont les signaux pour le Congo présagent une lueur d'espoir avec la mise en production du projet Moho Nord bis, en attendant un rebondissement du prix du baril espéré les deux prochaines années (2016-2017).

Seulement, alertent le Fonds mondial international et certains spécialistes de l'économie, la croissance non pétrolière devrait s'accélérer au fur et à mesure que les initiatives propres à améliorer le climat

des affaires porteront leurs fruits et que l'achèvement des projets d'investissement publics réduira les goulots d'étranglement qui peuvent anéantir ces efforts.

La fermeté des prix du pétrole et l'application de politiques prudentes continueront à consolider la position du Congo à mesure que les engagements extérieurs diminueront et que les avoirs officiels externes bruts atteindront un seuil considérable dans le produit intérieur brut du Congo.

Par ailleurs, une analyse de la viabilité de la dette montre que le Congo présente aujourd'hui un risque de surendettement (36% selon des sources), ce qui pourrait rendre, si l'on n'y prend garde vulnérable l'économie congolaise et mettre en cause l'ambition du pays d'atteindre son émergence à l'horizon 2025.

Cela étant, il est donc souhaitable et nécessaire à plus long terme, de s'abstenir de recourir à l'endettement extérieur, même à coût préférentiel pour éviter de replonger le pays dans la situation d'un surendettement dont les effets s'avèreraient difficiles pour les générations futures.

Guy-Gervais Kitina

Message de vœux

A son Excellence Monsieur le président de la République et Madame



Le Directeur général des Douanes et des droits indirects et le personnel présentent leurs vœux de bonheur, de longévité, de prospérité et de réussite à son Excellence Monsieur DENIS SASSOU N'GUESSO et Madame, à l'occasion de la nouvelle année 2016. Puisse le Seigneur leur accorder des bénédictions et une santé de fer pour conduire à terme le projet de société « Le Chemin d'avenir », en vue de l'émergence du Congo à l'horizon 2025.

Jean Alfred Onanga



Adresse du Directeur Général des Impôts et des Domaines aux contribuables à l'occasion de l'année 2016

Chers contribuables,

Nous voici au terme de l'année 2015 au cours de laquelle vous avez contribué au financement des dépenses publiques à hauteur d'un peu plus de 740 milliards de francs cfa. Nous vous remercions vivement et vous renouvelons notre confiance pour les années à venir.

Chers contribuables,

L'histoire vient de nous rattraper par la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole avec pour effet l'effondrement des recettes pétrolières.

En effet, un Etat ne peut fonder sa vie sur les recettes des ressources naturelles. Car, les ressources naturelles sont épuisables.

La seule ressource inépuisable est l'impôt. L'impôt a été, est, et sera toujours. Il est une ressource sûre et pérenne. C'est en cela que nous avons l'habitude de dire « sans impôt, pas d'Etat ».

«Notre Etat ne mourra jamais malgré la chute du prix du baril du pétrole»

La durée de vie de l'Etat étant indéterminée, l'administration fiscale vous invite à continuer à honorer spontanément le paiement des impôts auxquels tout un chacun est assujéti, à reverser spontanément l'impôt dont tout un chacun est redevable officiel.

La charge fiscale à supporter par tout un chacun de vous et nous, est désormais raisonnable et acceptable avec les réformes que le Gouvernement de la République a engagées depuis janvier 2011.

Jusqu'ici, ces réformes ont contribué à la baisse significative de la pression fiscale, cependant, les tracasseries administratives y demeurent encore.

«Notre action en 2016 consistera à éviter aux contribuables une perte inutile de temps lors des opérations de déclarations»

C'est pourquoi au titre de l'année 2016, l'administration fiscale s'est engagée à mettre en œuvre les mesures administratives nécessaires à l'amélioration du climat des affaires notamment la réduction du temps nécessaire au remplissage des imprimés de déclaration fiscale et celles inhérentes à l'accomplissement des formalités relatives au paiement des impôts. Car le temps est une matière précieuse dont nous devons rationaliser la gestion. Nous laissons la logique selon laquelle « il faut tuer le temps », pour cultiver la culture américaine selon laquelle « il faut acheter le temps » ou la culture anglaise qui consiste à dire « le temps, c'est de l'argent ».

C'est dans cette logique du gain du temps qu'en 2016, nous envisageons les mesures suivantes :

- la création d'une unité des moyennes entreprises à Brazzaville et d'une autre à Pointe-Noire et ce, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 100 millions et 2 milliards de francs cfa ;
- la sécurisation des recettes par le paiement des impôts exclusivement par virement bancaire pour les contribuables relevant des unités des grandes et des moyennes entreprises ;
- le paiement des impôts par virement bancaire à partir du seuil de 100.000 francs cfa pour les contribuables relevant des unités de très petites et petites entreprises ;
- la simplification des différents imprimés de déclaration des impôts;
- la simplification de la procédure de déclaration fiscale par le dépôt de la déclaration fiscale mensuelle directement auprès des caissiers et non des gestionnaires;
- la mise en place du système de télé-déclaration à travers le site WEB (www.impots-gouv.cg) de la direction générale des impôts et des domaines.

«L'administration fiscale continuera à encourager la création et le développement de l'entreprise»

Par ailleurs, certaines nouvelles dispositions fiscales sont envisagées en 2016. Elles se résument ainsi qu'il suit :

- la suppression du régime du forfait et l'institution des trois régimes fiscaux d'imposition : le régime fiscal des très petites entreprises, le régime fiscal des petites entreprises et le régime fiscal des moyennes et grandes entreprises. Tous ces trois régimes sont déclaratifs ;
- la modification du barème de l'IRPP : le nombre de tranche d'imposition passe de 5 à 4. Le taux d'imposition de la dernière tranche passe de 45% à 40% ;
- la taxation au droit commun des marchés et bons de commandes publics ;
- la réduction du taux de l'impôt global forfaitaire (IGF) de 7,5% à 7% pour les activités qui consistent à vendre « les produits à prix libre », c'est-à-dire « non réglementés » ;

-l'admission de la garantie bancaire parmi les pièces faisant partie de la caution de garantie en matière de recours contentieux.

«Le contribuable ne cessera d'être le partenaire de l'administration fiscale. Par ailleurs, repenser l'impôt ce n'est pas simplement repenser un mode de prélèvement, c'est renforcer la démocratie.»

Chers partenaires,

Vous comprenez combien de fois nous sommes à votre écoute et à la recherche des solutions idoines à nos problèmes communs. Car, sans vous, nous n'avons pas notre existence. Il en va ainsi : « sans contribuables, pas d'administration fiscale et sans administration fiscale, pas de directeur général des impôts ».

Le contribuable étant devenu partenaire, le dialogue permanent avec lui, est désormais notre crédo. Dès lors, finie l'époque du « contribuable mouton », celle d'une administration fiscale non fréquentable, et celle de la « mauvaise perception de l'impôt ». A cet effet, l'administration fiscale s'engage à taxer l'impôt à sa juste valeur pour que vous payez aussi l'impôt à sa juste valeur.

Chers contribuables,

Grâce à votre bonne moralité, les recettes fiscales ont connu une croissance exponentielle de 2010 à 2015 ainsi qu'il suit :

En 2010, nous avons réalisé plus de 336 milliards de francs cfa.

En 2011, nous avons réalisé plus de 420 milliards de francs cfa.

En 2012, nous avons réalisé plus de 472,500 milliards de francs cfa.

En 2013, nous avons réalisé plus de 560,500 milliards de francs cfa.

En 2014, nous avons réalisé plus de 660 milliards de francs cfa.

En 2015, nous avons réalisé un peu plus de 740 milliards de francs cfa.

En 2016, il nous est demandé de réaliser 860, 634 milliards de francs cfa.

«Sans vous, nous ne pourrions rien faire.»

Il est sûr qu'en 2016, au lieu que « l'argent collera à vos mains, qu'il brûlera plutôt vos mains » afin que nous atteignons cet objectif de recettes assigné à notre administration. Sachant qu'aucun de vous ne manifeste la joie en payant l'impôt, notre art de prélever l'impôt consistera toujours « à plumer l'oie sans qu'elle puisse crier ». Autrement dit, notre stratégie de prélever l'impôt consistera « à trouver le moyen de plumer l'oie de façon à obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris ».

Nous vous cajolerons pour apaiser les douleurs du plumage. Cet apaisement ne proviendra non seulement de nos cajoles, mais également des externalités positives des dépenses publiques financées par l'impôt sur vos activités et sur le bien-être social.

«En un mot, nos vœux de Nouvel An 2016.»

Chers contribuables,

La croissance de vos affaires est une épargne des recettes fiscales futures. A cet effet, notre ambition est de tout mettre en œuvre pour la bonne marche de vos affaires, gage des recettes fiscales des années futures. Aussi, afin de vous permettre de mieux formuler vos anticipations, notre administration s'engage à être crédible, transparente et cohérente temporellement.

Enfin, l'impôt n'est pas simplement le témoin de la présence d'un Etat, il est aussi l'indicateur d'un système social qui permet à l'individu et aux entreprises d'exister.

Tout en vous souhaitant bonne marche de vos affaires,

Joyeux Noël dans vos familles,

Bonne et heureuse année.



Professeur Antoine NGAKOSSO

GALERIE PHOTOS



Le Prof. Antoine Ngakosso lors d'une interview dans son bureau



Le DGID entouré de quelques responsables de l'administration fiscale, lors d'une cérémonie d'encouragement des meilleurs chefs de structures, le 31 décembre 2015.
De la gauche vers la droite : Clément Okongo, directeur des vérifications générales et de la recherche (DVGR) ; Jean De Dieu Mambou, directeur du contrôle de service ; Henri Ngatsongo, directeur de la fiscalité des particuliers (DFPA) et François Breitzer Mounzeo, directeur de la réglementation et du contentieux (DRC).



Le DGID s'adressant aux responsables de l'administration fiscale congolaise



Adresse 2016 du Directeur Général des Impôts et des Domaines à l'ensemble du personnel de l'administration fiscale

Chers collègues,

Depuis janvier 2011, nous avons ensemble entrepris une œuvre salutaire pour notre pays.

Ce n'est pas tant celle de trouver chaque année beaucoup de ressources pour alimenter le budget de notre pays, mais celle d'inciter nos compatriotes au civisme fiscal.

«L'innovation est la clé de notre réussite. Ainsi, notre action en 2016 consistera à plumer l'oiseau de façon à obtenir le maximum possible de plumes avec le moins possible de cris.»

En effet, en dépit de ce que l'impôt existe depuis la naissance de l'Etat parce que sans impôt, il n'y a pas d'Etat, force est de reconnaître que dans notre pays, l'impôt était mal perçu et l'administration fiscale était à son tour qualifiée de non fréquentable.

Depuis janvier 2011, nous avons ensemble décidé de modifier cette perception que les contribuables avaient de nous et de notre administration. Cela devait commencer par nous-mêmes car malheureusement au sein même de notre personnel, certains, tout en participant à la collecte de l'impôt, avaient une aversion pour lui. Que de dégâts ! C'est ainsi que lorsqu'en 2011, nous décidons de lancer la « foire fiscale », c'est en notre propre sein que nous rencontrons un manque d'enthousiasme pour s'investir dans cette action qui au finish, s'est révélée être l'outil indiqué pour la création d'une nouvelle et bonne relation avec les contribuables. Nombreux d'entre nous disaient même que le Directeur Général était en plein dans l'erreur parce que la foire, n'avait de champ que dans le commerce. Ils ont depuis longtemps été excusés parce qu'après tout, mon devoir n'est-il pas aussi de contribuer à la formation du personnel ? Depuis janvier 2011, finie donc l'époque du « contribuable mouton », et l'administration fiscale congolaise que nous animons tous, est passée du système de gestion bureaucratique au système de gestion managériale avec comme vertu le suivi mensuel de nos réalisations à travers un tableau de bord. Ainsi, d'année en année, nous nous sommes tous rendus compte qu'il y avait en chacun d'entre nous un large potentiel inexploité, tout comme dans notre pays, il y avait encore un large potentiel fiscal inexploité. Alors progressivement, nous nous sommes tous mis au travail avec comme ambition chaque année de donner à l'Etat ce qu'il attendait de nous.

C'est ainsi qu'en :

2011 : nous avons produit 420 milliards de francs cfa en 11 mois ;

2012 : 472,500 milliards de francs Cfa en 11 mois ;

2013 : 560,500 milliards de francs Cfa en 11 mois et demi ;

2014 : 660 milliards de francs Cfa en 11 mois et demi ;

2015 nous avons produit les 739, 500 milliards de francs Cfa en 11 mois et demi.

Bravo à nous tous.

Toutes ces performances ont persuadé le gouvernement que l'administration fiscale pouvait apporter plus. Ce n'est que votre mérite.

Pour 2016, on attend de nous 860,634 milliards de francs Cfa nonobstant le prix du baril de pétrole qui a chuté de plus de 50% avec des implications économiques néfastes dans le secteur non pétrolier.

«En dépit de tout, nous sommes tenus de relever le défi. Nous maintiendrons le cap.»

Chers collègues,

D'être ainsi sollicités dans un tel contexte pour compenser, ne fût-ce que partiellement, la baisse des recettes pétrolières est un honneur, mais l'honneur n'est-il pas une charge ?

En effet, cette année 2016 courant laquelle nous nous devons d'apporter 860,634 milliards de francs cfa nous met en obstacle deux phénomènes :

-premièrement, la baisse du prix du baril de pétrole avec ses effets induits dans le secteur non pétrolier. Il s'agit bien sûr des effets négatifs sur l'activité économique nationale dans son ensemble ;

-deuxièmement, l'élection présidentielle qui aura lieu au premier trimestre 2016 avec l'attentisme qu'elle va créer au niveau des opérateurs économiques. En effet, ces derniers sont susceptibles de craindre les éventuelles modifications des lois qui pourraient suivre.

Mais nous n'allons pas démissionner. Nous pensons casser la baraque. Pour y parvenir, nous allons prendre certaines mesures.

«Quelques mesures pour 2016»

Entre autres, il s'agira des mesures suivantes :

-la création d'une unité de moyennes entreprises à Brazzaville et d'une autre à Pointe-Noire ;

-la sécurisation des recettes par le paiement des impôts exclusivement par virement bancaire pour les contribuables relevant des unités des grandes et des moyennes entreprises ;

-le paiement des impôts par virement bancaire à partir d'un seuil de 100.000 francs cfa pour les contribuables rele-

vant des unités de très petites et petites entreprises ;

-la nomination des receveurs secondaires dans les recettes EDT, dans les unités de très petites et petites entreprises ainsi que dans les divisions de conservation foncière;

-la simplification des différents imprimés de déclaration des impôts ;

-la simplification de la procédure de déclaration à travers le dépôt de la déclaration directement auprès des caissiers et non des gestionnaires;

-la mise en place du système de télé-déclaration ;

-un bon suivi des contribuables évoluant sous le régime des BNC ;

-la mise en place d'une section des impôts fonciers dans les unités des très petites et petites entreprises pour maximiser la collecte de la TOL et de l'impôt sur les revenus fonciers ;

-la réorganisation des unités gestionnaires des contribuables en trois unités, à savoir :

- les unités de très petites et petites entreprises pour les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 100 millions de francs Cfa. Les très petites entreprises sont celles dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 25.000.000 de francs Cfa et elles ne paieront que la patente comme impôt. Les petites entreprises sont celles dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 25.000.000 de francs Cfa et 100.000.000 de francs. Outre la patente, elles paieront l'IGF sur la base de leur comptabilité tenue selon le système minimal de trésorerie exigé par le système comptable OHADA ;

- les unités des moyennes entreprises pour les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 100 millions et 2 milliards de francs Cfa ;

- les unités des grandes entreprises pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2 milliards de francs Cfa.

Toutes ces mesures vont permettre à notre administration d'améliorer ses performances et le classement du Congo dans le Doing Business.

Outre ces mesures, prions Dieu pour qu'en 2016, « l'argent ne collera pas aux mains des contribuables, plutôt brûlera leurs mains ».

«Notre administration manque certes de moyens, mais elle ne faillira pas à sa mission. Soyons fiers de nous.»

Chers collègues,

En dépit de la précarité des moyens dont notre administration est victime,

Je n'ai pas de raison de ne plus compter sur vous. Ne baissons pas les mains et



Professeur Antoine Ngakosso

mettons les bouchées doubles. Mais toutefois, je me permets de vous rappeler que le temps est le bien le plus précieux du contribuable. Nous nous devons de lui en prendre le moins possible. C'est ainsi qu'en dépit des mesures que nous allons prendre, il vous revient de le chouchouter afin que venir à nos bureaux spontanément, soit pour lui un plaisir. Car, l'administration fiscale reprend le devant de la scène en sa qualité de première administration pourvoyeuse des recettes de l'Etat en 2016.

Soyons tous fiers que notre administration redevient le premier pourvoyeur des recettes publiques.

Soyons aussi fiers d'appartenir à cette grande administration qui est toujours à la hauteur des objectifs assignés à elle et qui jouit des prérogatives de la puissance publique. Enfin, veillons à notre éthique afin de ne pas perdre notre prestige, notre bonne réputation et notre crédibilité.

Toutefois, la clé de la légitimité de notre système fiscal est l'accord sur les règles de justice.

«Je vous prie de recevoir mes vœux»

Comme cela est de coutume en pareille période de chaque année, j'ai le plaisir d'adresser à vos familles et à vous-mêmes, mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour cette année 2016. Que de votre santé que je souhaite excellente, notre pays en tire tous les bénéfices dont particulièrement celui de mettre à la disposition de notre Etat, au moins les 860,634 milliards de francs Cfa attendus afin de contribuer à un bon achèvement du « chemin d'avenir », mais aussi de contribuer ardemment au début de l'exécution du programme du gouvernement du quinquennat 2016-2021.

En tout cas, très bonne et heureuse année.



Professeur Antoine NGAKOSSO

LE SITE WEB DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES DESORMAIS ACCESSIBLE A TOUS LES CONTRIBUABLES À L'ADRESSE SUIVANTE : www.impots-gouv.cg

Après sa présentation au personnel de l'administration fiscale au cours d'une cérémonie patronnée le 16 novembre 2015 par le Professeur Antoine NGAKOSSO, directeur général des impôts et des domaines, voici venu le moment pour les contribuables de consulter ce site Web.

COMMUNIQUE

La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) porte à la connaissance de l'ensemble des contribuables que son site web est désormais accessible à l'adresse suivante: www.impots-gouv.cg

A travers ses différents portails, ce site permet d'accéder:

- au code général des impôts ;
- aux différents formulaires de déclaration ;
- aux instructions d'application des différentes lois de finances ;
- aux régimes fiscaux spécifiques ;
- et à toute autre information sur l'administration fiscale et le système fiscal congolais.



Professeur Antoine NGAKOSSO



Une vue des chefs de services d'assiette lors de la cérémonie du 31 décembre 2015



**L'ENTREPRENARIAT CONGOLAIS,
par les CONGOLAIS,
pour les populations du CONGO !**



TNT AFRICA C'EST :

- Plus de 70 chaînes nationales et internationales
- Une image numérique
- Un son stéréo
- Une technologie sans parabole
(Adaptable sur votre antenne râteau)

Contactez-nous

Service Client TNT : 06 410 08 68
01 410 08 68
☎ 888

10 000 FCFA

Les bouquets TNT AFRICA vous sont proposés par Digital Networks Africa



CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara gracie 3100 détenus de la crise postélectorale

Le président ivoirien a annoncé qu'il accordait la grâce présidentielle à ces détenus politiques. Alassane Ouattara, s'exprimait lors de son traditionnel discours à la nation à la veille du Nouvel An.

« J'ai décidé d'user de mon droit de grâce en procédant à des remises totales et partielles de peines. Cette décision permettra à des milliers de détenus de recouvrer immédiatement la liberté et à d'autres de voir leur peine réduite. Il s'agit au total de 3100 personnes », a déclaré le chef de l'Etat ivoirien. Le président a estimé que cette décision de libérer des prisonniers politiques contribuera à la cohésion nationale. « J'invite donc tous mes concitoyens à saisir cette nouvelle opportunité en vue d'un rassemblement de la nation et de la consolidation de la paix », a poursuivi Alassane Ouattara qui a été réélu dès le premier tour à la tête de son pays, en octobre dernier, avec

83,66% des suffrages. Il a réitéré sa volonté d'organiser un référendum constitutionnel pour l'année 2016, tout en promettant de lutter contre le chômage des jeunes et la pauvreté.

Réagissant à cette libération de prisonniers plusieurs Ivoiriens l'on salué mais l'opposition a indiqué que la Côte d'Ivoire « n'a pas besoin de grâce présidentielle, mais d'un Etat de droit » « Cette libération n'est pas la justice, mais la suite d'une vengeance, car après la crise post-électorale, seul un camp a été accusé, poursuivi et emprisonné pour un oui ou pour un non », a déclaré Mamadou Koulibaly, le président de Liberté et démocratie pour la république (opposition). Pour sa part Séri Gougnon, membre du parti du président déchu s'est plaint en ces termes : « On est particulièrement déçu, en utilisant l'article 45 relatif au droit de grâce, ce sont les prisonniers de droit commun qui vont être graciés, mais

quant aux prisonniers politiques, cette grâce ne résout pas le problème »

Durant la dernière campagne présidentielle l'opposition réclamait à cor et cri que les prisonniers politiques soient libérés. Les opposants au régime accusaient Alassane Ouattara de mettre en œuvre « une justice des vainqueurs » depuis son arrivée au pouvoir. Ils ont maintes fois décrié le fait, selon eux, que le président ivoirien ne s'intéresse qu'aux acteurs d'exactions du camp de l'ancien président Laurent Gbagbo et non à ceux qui ont perpétré les mêmes exactions dans son propre camp. Rappelons que l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo est écroué depuis fin 2011 à La Haye, au Pays-Bas. Son procès devant la Cour pénale internationale (CPI) pour des crimes contre l'humanité présumés, commis lors de la crise électorale de 2010-2011 est annoncé pour la fin janvier 2016.

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE EN AFRIQUE

La FAO a besoin de 20 millions de dollars pour combattre la maladie

Cet appel lancé, le 20 juillet, fait suite à l'apparition de foyers du virus H5N1 dans les élevages de volailles, les exploitations familiales et les marchés au Nigeria, au Burkina Faso, au Niger, en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Selon l'agence onusienne, cet argent permettra de combattre des foyers de crise de grippe aviaire hautement virulente de type H5N1 en Afrique de l'Ouest.

Alors que les pays Ouest africains se remettent à peine du virus Ebola qui continue de sévir dans certains cas, la grippe aviaire pourrait être à l'origine d'une hécatombe de volailles, source nutritive peu coûteuse pour de nombreuses familles.

Aussi, des dizaines de millions de volailles ont été tuées par la souche H5N1, provoquant des pertes de plusieurs dizaines de milliards de dollars dans le monde.

C'est en 2006 que le virus H5N1 est apparu pour la première fois en Afrique de l'Ouest, mais la maladie a été éliminée en 2008. A la fin de 2014, le virus est réapparu au Nigeria, où il s'est répandu rapidement. Plus de 1,6 million de volailles ont été abattues ou sont mortes des suites du virus, selon la FAO.

Comme la maladie peut être transmise aux humains, la FAO collabore avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les évaluations de pays et les plans d'urgence.

« Sur la base de nos connaissances, il y a un risque réel de propagation du virus. Une action urgente est nécessaire pour renforcer les systèmes d'enquête et de rapports vétérinaires dans la région et lutter contre la maladie à ses racines, avant qu'il n'y ait un débordement chez les humains », a affirmé le chef de la division santé animale à la FAO, Juan Lubroth. Par ailleurs, les missions d'évaluation n'ont pas repéré de cas de H5N1 chez les volailles au Bénin, au Cameroun, au Mali et au Togo. Néanmoins, ces pays et d'autres endroits de la sous-région doivent veiller à ce que les mesures de prévention soient déployées.

Yvette Reine Nzaba

EBOLA

La France se réjouit de la fin de l'épidémie en Guinée

La secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin, a fait part de sa satisfaction de la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé attestant la fin de l'épidémie d'Ebola en Guinée (Conakry).

« J'exprime ma solidarité aux familles affectées et félicite les autorités guinéennes et les personnels de santé qui ont combattu l'épidémie sans relâche depuis plus de 18 mois », a déclaré Annick Girardin. Elle a rap-

pelé la forte mobilisation française aux côtés de la Guinée avec les partenaires internationaux, qui aura permis de sauver de nombreuses vies.

« La nouvelle phase qui s'ouvre est cruciale : la Guinée doit se relever économiquement de cette épreuve, reconstruire son système de santé, se doter d'instruments qui permettront de mieux réagir en cas de nouvelle épidémie. La France prend toute sa part dans cette action, notamment à travers les

actions de l'Agence française de développement, de l'Inserm et de l'IRD, qui suivent la majorité des survivants, et de l'Institut Pasteur », a-t-elle indiqué.

Ajoutant : « Au-delà, la France met la santé au cœur des priorités de l'aide au développement et prend une part active aux réflexions en cours aux Nations unies, à l'OMS et au sein de l'Union européenne sur la mise en place d'un système de réponse aux crises sanitaires ».

Noël Ndong

COMMUNIQUÉ

Les Membres et sympathisants du Club Athlétique Renaissance Pro (CARP) ont été convoqués en Assemblée Générale, ce samedi 19 décembre 2015 dans la salle de l'hôtel Le Phoenix à Brazzaville. L'ordre du jour comportait deux points : Présentation du bilan de la saison 2014-2015 ; Présentation de la vision et les perspectives d'avenir pour la saison 2015-2016

Au cours de cette cérémonie la Ligue Départementale du Pool a été représentée par Monsieur BIDIE BANZOUZI, et la FECOFOOT par Monsieur Benoit KOKOLO.

NÉCROLOGIE

Les familles Mandoumou, N'dembi, Dinghat, Bibaloud, Koumbhat et frères ont la profonde douleur de vous annoncer



le décès de leur fille, nièce, petite fille, Mlle Eléonore Mandoumou-Mangondo, en date du 21/12/2015, à l'hôpital René Huguenin à Saint Cloud (92), France.

Le départ de la dépouille mortelle pour Pointe-Noire, au Congo, est prévu pour le 06/01/2016.

Le programme des obsèques sera communiqué sur place. Dieu a donné ! Dieu a repris ! Que son âme repose en paix.

IN MEMORIAM

03 janvier 1990 - 03 janvier 2016

Cela fait (25) vingt cinq ans qu'il a plu à l'éternel de rappeler à lui notre chère maman et grande mère, Bobindza Marie Josée. En ce jour de souvenir de son repos éternel les enfants : Mackaill, Ondoko, Aïdara, Messan, Tchicaya et Ibouanga, les petites enfants Mackaill, Okimbi, Olouma, Issambo et badamou souviendront toujours d'une maman et grand-mère, attentive, débordant d'amour et d'affection. Ils prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour le repos de son âme.



4 janvier 2011- 4 janvier 2016

Il y a cinq (5) ans de cela que maman Emilie Natsounga Mbani a été rappelée à Dieu. A l'occasion de ce triste anniversaire Monsieur Malonga Louis-Marie José, Directeur Général Adjoint de la SNE, son épouse Béatrice Malonga, ses enfants Purrick et Christelle Malonga prient les amis, parents et connaissances d'avoir une pensée pieuse pour maman, grand-mère, Emilie. Que ton âme repose en paix, et protège nous toujours depuis là où tu es.



MUSIQUE

Une double production scénique de Dany Danilo égaie aux Diplomates

Ces concerts qui ont eu lieu respectivement, les 19 et 31 décembre 2015, s'inscrivent dans le cadre de la soirée « Brazza-Kin-Ponton », organisée par l'artiste camerounais Dany Danilo, pour faire une fusion sur les cultures congolaises des deux rives et camerounaise.

De la rumba en passant par le zouk, le makossa, l'afro-beat, y compris la comédie, l'interprétation des anciennes gloires de la musique camerounaise et congolaise des deux rives, voilà ce qui a constitué l'ossature de cette double prestation scénique qu'a donné l'artiste Dany Danilo les 19 et 31 décembre 2015, avec la participation de quelques artistes camerounais résidant au Congo.

Le concert du 19 décembre a commencé à 23h35 avec l'artiste systématique « Bouge ton corps », puis s'en est suivi le deuxième groupe, avant que ne monte sur scène le comédien Jaguar. Bavaria, un autre artiste camerounais aussi est monté sur scène pour égayer les mélomanes avec des Zook telles que : L'amour est folle. Je n'ai pas la chance.

Finalement, c'est à 24h50 que Dany Danilo sous escorte, est monté sur scène accompagné de deux danseuses. Il a souhaité la bienvenue au public par la chanson *La vie est un combat*. Puis un retour à la source avec



Dany Danilo sur scène avec son groupe d'accompagnement

la chanson *Mela*, suivie d'une chanson engagée de l'artiste musicien Longue-Longue, monument de la musique camerounaise, titrée *Privatiser*.

Un retour à la charge après plus d'une semaine de repos Douze jours après, l'artiste Dany

Danilo, a repris la scène du karaoké bar les Diplomates, par un concert de saint sylvestre, toujours dénommé : Brazza-Ponton-Kin.

Le répertoire de ce concert a été plus basé sur les titres de son futur album *Règlement intérieur*. L'artiste a interprété trois

chansons de ce futur album. Il s'est agi de : *Mela*, *Lisumu* et *Tendresse*. L'artiste a ensuite interprété quelques chansons des

la chanson *Bon samaritain*.

Au cours de cette soirée, Dany Danilo a annoncé qu'il présentera le générique de son futur album *Règlement intérieur*, qui est plein de diversités musicales : Afro-beat-Rap-Ndombolo, le 14 février 2016 à l'occasion de la soirée de la Saint Valentin qui cadre avec la fête de la musique camerounaise. Ce générique montrera à juste titre, ce que va être l'album *Règlement intérieur*. Quant à la suite de cette série des concerts Brazza-Ponton-Kin, Dany Danilo, a précisé que le tout dépend de ses partenaires.

À l'issue de ces deux concerts, Dany Danilo, s'est confié à la presse. « Je remercie infiniment le quotidien Les Dépêches de Brazzaville pour leur soutien indéfectible. Pour revenir sur mon concert, je dirai tout simplement que mon deuxième et dernier concert relatif à la clôture de la soirée camerounaise : Brazza-Kin-Ponton, a été un succès total, du fait qu'il m'a permis de découvrir beaucoup de choses. Il m'a donné également beaucoup de leçons pour la suite de ma carrière musicale ».

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE

Daniel Milandou « Le Bon », Ignace Sangui Mazikou, Mme Banzouzi née Ngiambouidi Denise, Suzanne Bant-simba, les enfants Loukombo et toute la famille Kinsoudi kiaku Mpounga ont la profonde douleur d'annoncer aux amis, connaissances et tous les ressortissants du



village Lemba manianga, du décès de leur frère, oncle et père Fernand Loukombo « Saye », ancien financier à l'hôtel Le Méridien de Brazzaville, la Clinique Cogemo et comptable au Fond d'action mutuelle « FAM ».

Décès survenu le mercredi 30 décembre 2015 à 9h30 à Brazzaville des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire à lieu au n°46, rue, Mafouta Sébastien vers la Case De Gaulle à Bacongo.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

La famille Kinssoundi kia ku Mpounga.



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Fondation Perspectives d'Avenir, a le plaisir de vous informer du lancement des formations en conduite et sécurité routière.

Près de dix mille (10.000) candidats issus des neuf (9) arrondissements de la ville de Brazzaville ont été retenus.

Les candidats seront contactés et orientés vers les différents centres de formation.

Fait à Brazzaville, le 29 décembre 2015



AIRTEL TOUR : DJIRI FÊTE NOËL AVEC AIRTEL !



C'est une semaine de Noël aux couleurs de Airtel, qu'a vécu la population de l'arrondissement 9 Djiri, du 21 au 26 Décembre 2015. Déployé sur l'esplanade de TV Congo à Nkombo, la caravane Airtel Tour a vite connu un succès phénoménal avec une population venue de tous les horizons.

Pendant près d'une semaine, la population a pu profiter de la proximité des ambassadeurs Airtel pour : réactiver gratuitement leurs sim, s'identifier, discuter, activer et mieux comprendre les offres et services mais également résoudre tous les problèmes liés à Internet.

Chaque soir une horde de talentueux DJ Atalaku et de danseurs venaient offrir des prestations diverses au public qui se regroupait autour du camion dans une ambiance festive.

Après une journée de Noël au cours de laquelle le site airtel a été envahi par des parents accompagnés de leurs enfants, Airtel Tour a clôturé son bal de Djiri le samedi 26 décembre par les deux grands concours tant attendus : celui de **DJ Atalaku** et **Battle Dance**. Débutés aux environs de dix-sept heures, 7 DJs Atalaku et 2 Groupes de Danse enregistrés ont presté devant un public en liesse.

Le talent étant au rendez-vous, les membres du Jury ont eu beaucoup de difficultés à départager les candidats. C'est finalement **DJ Chouchou ya ba Bébé** qui représentera l'arrondissement de Djiri dans la catégorie DJ Atalaku et **SCAPY DADDY** dans la catégorie Battle Dance. Ils s'ajoutent à la liste des finalistes connus de MFILOU, MADIBOU et MAKELEKELE qui tenteront leur chance afin de gagner un million de francs CFA lors de la grande finale inter arrondissement en février 2016 au palais du parlement.

La fête a été rehaussée par la présence du maître de cérémonie SCAPUN, ainsi que des ambassadeurs d'Airtel Tour à savoir DJ KRATOS, MAFIA MUSIC et B-12.

Prochain rendez-vous, l'arrondissement 2 Baongo du 28 Décembre 2015 au 02 Janvier 2016



HUMEUR

Et pourtant la République, c'est aussi le respect du « Déjà construit » !

Nous appellerons par le « Déjà construit » ou le « Déjà acquis » l'ensemble des infrastructures et ouvrages du pays que l'État a sorti des sommes d'argent pour leur réalisation. Et à cela s'ajoutent aussi d'autres dont les travaux sont en cours d'exécution ou encore ceux dont les sites ont été identifiés et les travaux vont être probablement lancés.

Tenez ! De la même manière que l'État sort de l'argent pour construire un poste de police ou de gendarmerie à Mvouti dans le Kouilou, ou à Mfilou dans le département de Brazzaville, ou encore à Bétou dans le département de la Likouala, c'est aussi de la même manière que l'État sort de l'argent pour construire des infrastructures routières, sportives ou aéroportuaires dans tous les départements du pays. Et si à moindre occasion, certains malintentionnés s'attaquent à celles-ci pour les détruire, dans ce cas, ceux-là cessent d'être républicains ou se comportent comme des vrais faux-républicains. Car que l'on veuille ou non, ces ouvrages et infrastructures construits ou en voie de construction changent radicalement la configuration géographique du pays.

On pourra pêle-mêle citer quelques unes de ces infrastructures : les aéroports et aéroports, des stades et complexes sportifs, des routes nationales, des viaducs, corniches et ponts, des édifices publics et voiries urbaines sont là des indicateurs d'une modernisation amorcée. Et vouloir entretenir une sale besogne de les détruire ou tout au moins s'opposer volontairement à leur construction semble être une attitude dangereuse pour tout compatriote qui se veut républicain. Et quelle est la conséquence immédiate de l'acte de détruire, de brûler, d'incendier et de saboter ? Réponse : c'est le recul social ou le surplace socio-infrastructurel. Alors comment comprendre qu'une frange des fils du pays, bien sûr, téléguidée accepte l'irraisonnable en allant brûler soit un poste de police soit casser le bitume d'une artère publique ou enlever une portion des rails d'une voie ferroviaire ! Agissement blâmable et incongru.

Suivez mon regard ! Quelle honte lorsqu'on souhaite casser le « Déjà construit » ou le « Déjà acquis » de chez soi pour admirer les infrastructures d'autres pays, c'est une antinomie notoire car si le peuple de ces pays que vous admirez tant avait choisi l'option de casser leurs infrastructures, vous ne souhaiteriez même pas de s'y rendre, car ce qui fait la beauté et la modernité de ces pays, c'est aussi des infrastructures. Et à titre d'exemple, si aujourd'hui quelques compétitions sportives sous-régionales, régionales ou internationales se déroulent aisément au Congo, c'est grâce au gigantesque acquis infrastructurel sportif que le Congo venait de construire, le complexe sportif de Kintélé, et c'est une fierté nationale. Cela est bien un indicateur remarquable de la modernisation sportive. C'est donc un « Déjà construit » à conserver quelles que soient les circonstances socio-culturelles ou socio-politiques qu'on peut y avoir.

Et dans le même ordre d'idées, si l'on constate que de nombreuses et grandes compagnies internationales d'aviation discutent l'espace aérien congolais afin de desservir les localités du pays, c'est grâce au « Déjà construit aéroportuaire » qui est visible dans la quasi-totalité du pays. Et à cause du comportement du sabotage, tout récemment les travaux de construction d'une infrastructure routière ont failli être arrêtés.

Tenez ! Un projet comme celui de la construction des douze hôpitaux généraux dans des douze départements du pays est un « Déjà acquis en cours » applaudi par tous les Congolais. Et vouloir nourrir l'idée de s'opposer à un tel projet ou attendre sa réalisation pour le saboter un jour serait un vrai recul social. Ceci étant, conservons toutes nos réalisations infrastructurelles et autres édifices, car ce sont eux qui modernisent le pays.

Faustin Akono

VIE DES PARTIS

Le PCT fête les 46 ans de sa création

Le Parti congolais du travail (PCT) a célébré son anniversaire et les 77 ans de son créateur, le défunt président Marien Nguabi, le 31 décembre, à la case du parti située dans le deuxième arrondissement M'vou-M'vou, en présence de Victor Foudi, président fédéral de ce parti, accompagné d'autres membres de la ville océane, du district de Tchiamba-Nzassi et de divers représentants des autres partis alliés.

« Dans la discipline et l'esprit de camaraderie, donnons la priorité au parti pour des victoires encore plus grandes » a été le thème de cette cérémonie qui a obéi, selon les organisateurs, conformément à la session du comité central tenue du 27 au 29 décembre à Brazzaville.

En effet, pour édifier le public sur le sens de cette rencontre, Victor Foudi a expliqué que ces retrouvailles ont eu un caractère particulier parce que les membres de ce parti viennent de participer à la cinquième session ordinaire du PCT, au cours de laquelle l'évaluation de diverses activités menées par le parti en 2015 ont été abordées, notamment les résultats du référendum du 25 octobre dernier, la projection d'autres



Victor Foudi et les autres membres pendant le dépôt de la gerbe de fleurs Photo d'archives

actions à mener en 2016, à savoir l'élection présidentielle et la tenue dans les prochains jours du congrès ordinaire du parti.

« Bien que le candidat du parti ne soit pas encore officiellement connu, l'élection présidentielle est fixée au 20 mars prochain. Ainsi le PCT en général et la fédération de Pointe-Noire en particulier sont mobilisés en vue de faire face à cette grande échéance électorale », a-t-il indiqué.

Ainsi Victor Foudi a aussi profité de la journée en vue de faire de nombreux dons de vivres divers aux populations de Mvou-Mvou 2. Interrogé après la réception du don, Guy Ngoma Loem, un habitant de Mvou-Mvou 2, a eu les mots suivants : « Ce geste du cœur et de solidarité de Victor Foudi à l'égard des populations de ce

quartier illustre bien que ce dernier est un homme politique de type nouveau qui sait répondre aux besoins des populations à des périodes bien déterminées de l'année. En plus de ses activités politiques, Victor Foudi est considéré par les habitants de Pointe-Noire en général et ceux de Mvou-Mvou 2 en particulier comme leur fils, leur ami, leur frère et leur camarade ».

Notons que Marien Nguabi naquit le 31 décembre 1938 à Ombélé, petit village situé à dix kilomètres de Fort Rousset (actuelle Owando) dans le département de la Cuvette. Il fut assassiné le 18 mars 1977 à Brazzaville, président de la République populaire du Congo depuis le 31 décembre 1968. Il créa le PCT en 1969.

Séverin Ibara

FÊTE DE NOUVEL AN

Élisabeth Mangoko souhaite le renforcement de la solidarité entre les fils et filles de Hinda

C'est au cours du repas de fin d'année partagé avec les habitants de la ville et tout son personnel administratif qu'elle a organisé le 31 décembre 2015 que l'administrateur-maire de Hinda, Élisabeth Mangoko, l'a souligné.

aussi une occasion de plus pour réaffirmer ma double qualité de maman d'une part et celle d'une autorité publique d'autre part. Ainsi, en plus des repas et de pots de vin, ces moments permettent de mieux faire une lecture analytique et directe des problèmes quotidiens des populations », a-t-



L'administrateur-maire (au centre) avec quelques tâcherons et des chefs de quartiers

Des plats divers accompagnés des boissons ont été distribués par l'administrateur-maire de cette communauté urbaine au personnel sous sa tutelle et à d'autres couches sociales de Hinda. Répondant ainsi à la presse sur le sens de cette initiative, Élisabeth Mangoko a indiqué que les périodes de fin d'année constituent des moments propices en vue de mieux rapprocher de plus près l'administrateur-maire de ses administrés. C'est aussi l'une des occasions pour redynamiser la solidarité entre les fils et filles habitant la même cité.

« C'est en étant plus proche de ses administrés qu'une autorité publique peut apprendre des choses plus importantes sur l'épanouissement de sa communauté. C'est

elle déclaré.

En effet, Élisabeth Mangoko a pendant cette rencontre rappelé aux bénéficiaires le climat de paix, de stabilité et de sérénité qui règne en République du Congo en général et dans le département de Kouilou et la communauté urbaine de Hinda en particulier. L'oratrice a aussi exhorté aux habitants de sa communauté d'être plus mobilisés pour la future présidentielle en vue de mieux saisir plusieurs opportunités de la nouvelle République contenues dans la Constitution du 6 novembre 2015. « La paix et la stabilité sont les principaux atouts de la démocratie. Et la jeunesse de Hinda se doit impérativement approprier ces valeurs à travers les plus âgés en vue de la poursuite du développement et de

la modernisation de cette communauté urbaine », a-t-elle signifié.

Interrogés après la réception des vivres, Germaine Malonga et Antoine Sitou ont expliqué que ce geste n'est pas la première du genre de madame le maire à l'endroit des habitants de cette communauté urbaine. « La réception des vivres en fin d'année est devenue une tradition pour toutes les populations de Hinda. Ainsi, pour notre part, nous ne ménageons aucun effort en vue de soutenir les actions du maire conformément aux diverses réalisations qu'elle a toujours entreprises à Hinda, notamment l'extension du réseau électrique et l'acquisition d'un groupe électrogène pour l'électrification de toute la ville, la création des voiries et d'une déchèterie publique, la construction des forages et d'une gare routière, l'acquisition d'un véhicule de liaison, la création d'un jardin et d'une bibliothèque publique, la réhabilitation du marché et celle de la grande salle de réunion de Hinda, l'organisation des opérations pérennes de salubrité, l'adressage de la ville et autres », ont déclaré ces deux habitants.

Soulignons qu'Élisabeth Mangoko a été officiellement installée dans ses fonctions en mai 2011, elle est le premier administrateur-maire de cette communauté urbaine depuis sa création. Hinda est composée d'une population estimée à plus de trois mille habitants, elle est située dans le département de Kouilou et séparée d'environ 13 km de la capitale économique.

S.I.

ASSOCIATION DES CHERCHEURS CONGOLAIS

Le membre fondateur Pascal Mambeka, conduit à sa dernière demeure

C'est à l'âge de 59 ans que Pascal Mambeka, membre fondateur de l'association pour les sites préhistoriques et le patrimoine écologique du Congo (l'Aspec) a tiré sa révérence à Pointe-Noire, suite à une courte maladie. Il a été conduit à sa dernière demeure, le 21 décembre dernier à Brazzaville.



Pascal Mambeka

Dans son témoignage, ce dernier explique qu'en revenant au pays en juillet 1987, il avait bénéficié de l'assistance de l'illustre disparu qui l'avait accompagné avec d'autres collègues durant deux mois sur le terrain pour diriger une mission de recherches archéologiques dans les grottes de Kindamba. Au cours de cette mission, il a bénéficié de son expertise et de ses connaissances très étendues en botanique, géologie, hydrologie et pétrographie.

Qui était Pascal Mambeka ?

Né le 05 avril 1956 Pascal Mambeka, était professeur certifié des lycées, puis inspecteur en sciences de la vie et de la terre. Il est ensuite devenu inspecteur principal des Douanes depuis le mois d'août 2008. Ami personnel du président de l'Aspec depuis leur tendre enfance à Poto-Poto (Brazzaville), Pascal Mambeka, a été successivement élève au lycée Chaminade de Brazzaville, et un brillant étudiant à la faculté des Sciences de l'Université Marien Ngouabi. Après l'obtention du diplôme de Capes à l'Ecole normale supérieure (ENS) en 1982, il a exercé comme enseignant au lycée de Makoua, puis au lycée de la Révolution à Brazzaville et enfin à l'école militaire préparatoire des cadets de la révolution (Empcr).

Membre fondateur de l'association de chercheurs du Congo depuis le 22 décembre 2007, à Brazzaville, Pascal Mambeka, laisse une veuve et quatre (4) enfants.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Archi Fataki à l'essai à Fréjus-Saint-Raphaël

Avec 5 buts et 1 passe décisive en 8 matchs de CFA (et 1 but en Coupe de France) sous les couleurs de l'Aviron Bayonnais, Archi Fataki a suscité l'intérêt de Fréjus-Saint-Raphaël, actuelle lanterne de National



Archi Fataki est à l'essai pour 3 jours à Fréjus-Saint-Raphaël, lanterne rouge de saison). Reste à savoir si National (droits réservés)

Lattaquant franco-congolais de 26 ans a ainsi débuté un essai, mardi 29 décembre, pour une durée de trois jours. L'ancien Toulousain, où il fit sa formation entre 2004 et 2009 sans avoir sa chance avec l'équipe première, est beaucoup voyagé en France (Tarbes, CFA, 7 buts en 53 matchs entre 2010-2012, Rodéo

Toulouse, CFA 2, 1 but en 7 matchs en 2014-2015 et Bayonne, CFA 2 puis CFA, 8 buts en 18 matchs entre 2014 et décembre 2015) et en Europe (Tubize, 2^e division belge, 2 buts en 11 matchs en 2009-2010, Kastrioti Krujë, 1^{re} division albanaise, 3 buts en 20 matchs en 2012-2013, Lushnja, 1^{re} division albanaise, 6 matchs entre juin et décembre 2013, Progrès Niedercorn, 1^{re} division luxembourgeoise, 7 matchs entre janvier et mai 2014).

A l'Etoile-Fréjus-Saint-Raphaël, le natif de Toulouse devrait faire la connaissance d'Amine Linganzi (3 matchs cette

la destination est vrai-

ment souhaitable, puisque le club varois, qui n'a remporté que 2 matchs sur 16 (pour 8 nuls) a limogé Jean-Marc Pilorget la semaine dernière. L'ancien entraîneur du Paris FC et de Cannes a été remplacé par le coach de la réserve, Charly Paquille.

Camille Delourme

RÉFLEXION

Où allons-nous ?

Alors que débute l'année 2016, il n'est pas inutile de rappeler pourquoi et comment sont nées Les Dépêches de Brazzaville, ce quotidien africain paraissant six jours sur sept qui occupe aujourd'hui une place éminente dans la sphère médiatique du Bassin du Congo et qui, selon toute vraisemblance, verra sa marche en avant s'accélérer fortement dans les mois à venir.

Créée en 1996 – il y a donc vingt ans – l'Agence d'information d'Afrique centrale (ADIAC), maison mère du quotidien, est née d'une conversation en tête-à-tête avec Denis Sassou N'Guesso dans son appartement parisien de l'Avenue Rapp. Exerçant à cette époque des fonctions de responsabilité au sein de l'hebdomadaire Jeune Afrique j'avais sollicité ce rendez-vous avec l'ancien président du Congo, qui avait dû quitter quelques mois plus tôt son village d'Oyo, afin de mieux comprendre l'évolution de cette partie de l'Afrique que déchiraient des crises en série dont le génocide rwandais venait de donner la tragique mesure. Et j'avais profité de cet entretien pour lui proposer d'écrire et de signer un article sur le sujet qui paraîtrait avant la fin de cette même année dans la plus ancienne des revues d'idées du Vieux continent, La Revue des Deux Mondes.

De cette longue conversation à bâtons rompus ressortirent trois grandes idées : la première était que Denis Sassou N'Guesso, qui avait quitté le pouvoir au terme d'élections libres gagnées par l'opposition, voyait son pays se déliter inexorablement et s'appêtait à solliciter un an plus tard les suffrages de ses concitoyens afin de sauver le Congo du désastre annoncé; la deuxième était que son pays,

comme tous ceux qui l'entourent, ne parviendrait à résoudre les problèmes économiques et sociaux auxquels il se trouvait confronté qu'en suivant la voie ouverte par l'Union européenne, c'est-à-dire en jouant résolument la carte de l'intégration régionale; la troisième était que dans le vaste mouvement géostratégique qui se dessinait au cœur de cette partie du monde l'information, la communication, les médias sous les formes les plus diverses joueraient inévitablement un rôle primordial, à la condition bien sûr de s'insérer dans le processus historique en gestation.

Le texte qui parut quelques semaines plus tard dans La Revue des Deux Mondes ne traitait, cela va de soi, que le deuxième point, à savoir le rôle-clé de l'intégration régionale dans l'émergence du Bassin du Congo. Mais il eut un retentissement tel dans les milieux diplomatiques et intellectuels africains et européens qu'il me conduisit à penser que le temps, en dépit, des apparences, était propice pour la construction progressive d'un groupe de presse dont le centre se trouverait à Brazzaville et qui, étape par étape, s'installerait dans les différentes capitales de cette région de l'Afrique, constituant ainsi un média écrit à l'échelle du Bassin du Congo.

Ainsi naquit l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) dont l'ambition avouée était – est plus que jamais – de rassembler, pour ensuite les diffuser par voie électronique dans le monde entier, les informations de toute nature recueillies chaque jour dans les quinze pays qui composent le Bassin du Congo, lequel s'étend comme chacun sait du Tchad à l'Angola et du Golfe de Guinée aux Grands Lacs. Ainsi sont nées aussi, il

y a neuf ans, Les Dépêches de Brazzaville, votre quotidien paraissant six jours par semaine qui s'est imposé très vite comme un média écrit de référence et qui compte créer progressivement une édition dans chacun des pays du Bassin du Congo, à l'instar de ce qu'il a réussi à Kinshasa ces dernières années.

L'objectif que nous poursuivons paraît sans doute utopique à certains, mais il est aussi clair que déterminé : il vise, en effet, à inverser le mouvement qui les projette de cette partie de l'Afrique, depuis des décennies, l'image d'un espace immense voué à la violence et à la misère, incapable de gérer par lui-même ses ressources naturelles, incapable aussi de rassembler et de diffuser les informations nécessaires pour permettre à ses populations de comprendre et de suivre le vaste mouvement qui le projette en avant. Pour dire les choses de façon plus directe, il vise à mettre fin à la désinformation que diffusent sur cette partie du continent les grands médias étrangers, européens notamment.

Et puisque, dans cette affaire comme dans bien d'autres, il ne sert à rien d'avoir de bonnes idées si l'on n'est pas capable de les mettre en pratique nous suivons, sur le plan technique, deux voies parallèles qui nous permettront de jouer un rôle dans l'inversion du mouvement séculaire né de la colonisation :

° La première de ces voies est la mise en place de moyens techniques modernes permettant l'impression sur place, à Brazzaville donc, des journaux, revues, livres, documents de toutes sortes qui jusqu'à présent étaient fabriqués à grands frais, en Afrique du Sud, en Europe, ou en Asie. Cet objectif nous l'avons atteint ces dernières années avec l'installation, dans notre atelier des Manguiers, de deux

rotatives qui, dès à présent, impriment plusieurs journaux paraissant au Congo et qui sont capables de fabriquer en un temps record, à des prix défiant toute concurrence, les documents écrits les plus divers.

° La deuxième voie est la diffusion, non seulement sur le Web mais également sur le réseau téléphonique mondial, des informations que nous recueillons et traitons en continu chaque jour. Désormais accessibles sur i.phone, sur i.pad, sur téléphone mobile les dépêches écrites par les journalistes de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale sont diffusées instantanément sur les cinq continents. Elles contribuent, du moins nous le pensons, à projeter de cette partie du monde une image plus vraie, plus claire, plus nette, donc plus juste du Bassin du Congo.

Ces explications nous vous les devons à vous qui, de plus en plus nombreux, en Afrique centrale comme sur les cinq continents, vous tournez à tout instant vers nos médias écrits et électroniques afin de suivre en direct ce qui se passe dans cette partie du continent en pleine émergence. L'entreprise née, il y aura bientôt vingt ans, d'un entretien avec un homme qui avait respecté le verdict des urnes et s'était effacé de la scène politique congolaise sans pour autant cesser de réfléchir à l'avenir du Bassin du Congo a aujourd'hui les moyens humains et techniques nécessaires pour accompagner son émergence.

Au seuil d'une nouvelle année qui, malgré les apparences, s'annonce riche en avancées de toutes sortes, sachez que nous ne relâcherons pas nos efforts pour participer, à notre place, à l'accélération de ce mouvement historique.

Jean-Paul Pigasse